

Questions orales

LA COMPÉTENCE DE L'OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE EN MATIÈRE DE TRANSPORT DU GAZ NATUREL

M. Doug Rowland (Selkirk): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. A maintes reprises, le ministre nous a informés que son ministère étudiait d'autres méthodes de transport du gaz naturel du Nord, méthodes qui consisteraient à l'acheminer à l'état de vapeur. A supposer que l'Office national de l'énergie soit confronté officiellement avec cette information, serait-il en mesure de rejeter une demande de transport du gaz à l'état de vapeur...

M. l'Orateur: A l'ordre. J'ai l'impression que le député demande au ministre d'exprimer un avis pouvant l'obliger à interpréter une loi. Posée en ces termes, la question est irrecevable.

M. Rowland: Puis-je la reprendre alors?

M. l'Orateur: Le député pourra la reprendre mais le temps nous presse. Je suggère aux députés de restreindre leurs questions supplémentaires et d'être aussi brefs que possible.

M. Rowland: Je crois que l'essentiel de ma question a été compris. Je demande donc au ministre si l'Office national de l'énergie est capable de prendre une telle décision.

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Vu la compétence de ses membres, sans compter les conseils qu'il a été et sera en mesure d'obtenir, l'Office est capable de prendre une telle décision.

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LA HAUSSE DES FRAIS ADMINISTRATIFS—LE RAPPORT DU COMITÉ CONSULTATIF

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre responsable de la Commission d'assurance-chômage. Étant donné que les frais d'administration sont passés de 26 millions de dollars en 1971-1972 à 128 millions de dollars en 1972-1973, soit une augmentation d'environ 400 p. 100, et étant donné que le budget de 1973-1974 prévoit des dépenses de 144 millions de dollars, le ministre peut-il dire à la Chambre s'il a poussé le comité consultatif de la Commission à présenter son rapport sur les questions qui se rapportent au nouveau projet de loi aussitôt que possible afin qu'on puisse adopter une loi qui ferait épargner 100 millions de dollars aux contribuables tel que l'a mentionné plus tôt le ministre?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): J'ai demandé, chaque fois que l'occasion s'en est présentée, au comité consultatif de faire rapport sur les affaires dont il est saisi. Je doute cependant que les 100 millions de dollars dont a parlé l'honorable député aient trait aux frais administratifs. Ce n'est pas du tout la même chose.

M. Alexander: Vu la rapidité avec laquelle augmentent les coûts, le ministre garde-t-il en mémoire les conseils reçus de ses collègues des premières banquettes? Peut-il aussi nous dire si, tenant compte des politiques du gouver-

[M. Macdonald (Rosedale).]

nement relatives au chômage, ou autres, les frais d'administration ont atteint un sommet?

M. Andras: Je l'espère. Comme je l'ai expliqué récemment, l'augmentation des coûts d'administration par rapport à 1972 est due à celle des traitements qui ont augmenté dans toute la fonction publique. L'expansion et la décentralisation du service, que tous les honorables députés ont applaudies ou anticipées, a coûté 10 à 12 millions de dollars.

* * *

● (1440)

LES GRAINS

LA RÉDUCTION DU TEMPS DE CHARGEMENT GRATUIT—L'AFFECTATION DE WAGONS ET LES INDEMNITÉS DE SURESTARIÉS

M. Doug Neil (Moose Jaw): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre chargé de la Commission canadienne du blé. Étant donné que le CN a l'intention de réduire, le 1^{er} juillet 1973, les temps de chargement gratuits de 48 à 24 heures et que cette réduction est apparemment due à une pénurie de wagons couverts, le ministre pourrait-il nous assurer, premièrement, qu'on fournira un nombre suffisant de wagons pour transporter le grain aux points d'exportation afin qu'il s'y trouve prêt à être chargé lorsque des bateaux seront disponibles sans l'application de frais supplémentaires ou indemnités de surestariés et, deuxièmement, que les cultivateurs ne se verront pas imposer des frais supplémentaires du fait de la réduction du temps de chargement?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, le but évident de ce changement est de veiller à ce que les wagons soient utilisés aussi efficacement que possible en leur permettant un temps de rotation minimum. Les inquiétudes du député au sujet du transport des grains devraient être apaisées par les chiffres qui continuent d'indiquer des transports records. Même pendant le mois de juin, malgré la mise hors service temporaire de deux ponts sur une ligne du CN et un ralentissement de son trafic, on est parvenu à établir un record sans précédent en matière de chargement de bateaux.

* * *

LES PÊCHES

LE PROJET D'AFFECTATION DE 4 DESTROYERS À LA SURVEILLANCE DES PÊCHERIES

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Faisant suite à la réponse qu'il a donnée vendredi à ma question et selon laquelle le gouvernement se devait de maintenir le taux d'augmentation du budget dans des limites raisonnables et compte tenu de la déclaration du ministre de l'Environnement selon laquelle il envisage l'utilisation de bateaux nolisés comme mesure immédiate pour renforcer nos moyens de protection, le premier ministre accepterait-il de faire immédiatement le nécessaire pour remettre au ministre de l'Environnement les contre-torpilleurs *Saint-Laurent*, *Fraser* et *Ottawa* actuellement à Halifax et le *Sainte-Croix* actuellement sur la côte ouest?